

2 Temps fort

Trente ans après le non à l'Europe, la même impasse

SUISSE Un projet d'accord-cadre abandonné par le Conseil fédéral, une voie bilatérale qui s'érode, une UE fâchée: cette situation rappelle furieusement le scénario de la relation tendue des années 1990. Pour sortir de l'ornière, même la piste de l'Espace économique européen revient sur la table

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

C'était un autre siècle, une autre époque aussi. Le mur de Berlin vient de tomber, forçant la Suisse à redéfinir sa relation avec l'Union européenne, qui s'appelle encore Communauté. Cela prend la forme d'un Espace économique européen (EEE), sur lequel vote la Suisse le 6 décembre 1992. Au soir d'une votation marquée par un taux de participation de près de 80%, le peuple, certes avec l'appui d'une large majorité de cantons, dit non à 50,3%. Le tribunal de l'UDC Christoph Blocher a gagné «la bataille de sa vie».

Trente ans plus tard, la question européenne ne passionne plus les foules. Le 26 mai 2021, le Conseil fédéral a enterré l'accord-cadre avec l'UE, fruit de longues et de laborieuses années de négociations, mais cette décision pourtant historique tombe dans une relative indifférence. Pourtant, le problème de base est exactement le même: c'est l'impasse avec Bruxelles.

Des souvenirs, comme si c'était hier

Sous la Coupole, deux générations cohabitent. Ceux qui ont vécu la votation et les plus jeunes. Les partisans de l'EEE se souviennent de ce jour-là comme si c'était hier. Christa Markwalder (PLR/BE, 17 ans) n'avait pas encore le droit de vote, mais elle était déjà très politisée. En 1991, à l'occasion des 700 ans de la Confédération, elle avait participé à une réunion de 350 jeunes du monde entier à Sils Maria (GR). «Je me rappelle qu'en ce 6 décembre,

j'avais un concert avec l'orchestre de Berthoud en tant que violoncelliste. J'ai été très déçue du résultat.» Même sentiment d'amertume chez le Vert genevois Nicolas Walder (25 ans alors) qui venait d'achever l'École hôtelière et qui brûlait d'aller travailler à l'étranger. «On ne s'en souvient plus, mais alors que la Suisse ne connaissait pas la libre circulation des personnes et n'avait pas encore adhéré à l'espace Schengen, il était très compliqué d'aller travailler en Europe.»

Période de glaciation

La Suisse romande était si acquise à l'EEE que beaucoup de membres de l'UDC d'aujourd'hui ont même voté «oui», à l'image d'Yves Nidegger, qui étudiait le droit. «À l'époque, je terminais le combat de ma vie, soit la chute des dictatures communistes à l'est de l'Europe. J'ai voté pour l'EEE, qui était pour moi une façon suisse d'aborder la question européenne», raconte-t-il. L'avocat genevois ne rejoint l'UDC qu'en 2003, lui qui estime que c'est le seul parti qui peut freiner le train du rapprochement de la Suisse vers l'Europe. En revanche, Laurent Wehrli (PLR/VD) est resté fidèle à ses convictions d'alors. «Quand je vois que l'EEE fonctionne à la satisfaction de ses membres, je suis conforté dans l'idée que la Suisse aurait eu intérêt à y adhérer.»

Trois décennies plus tard, le contexte politique a beaucoup changé. Obtenue de haute lutte dans un contexte de stagnation économique dans les années 1990, la voie bilatérale rassemble Romands et Alémaniques et

comble en grande partie le Röstigraben révélé par la votation. Mais pas pour longtemps à vrai dire. Dès 2008 déjà, alors que la Suisse a tissé un dense réseau de quelque 120 accords avec l'UE, celle-ci réclame un accord-cadre pour régler les questions institutionnelles en cas de litige.

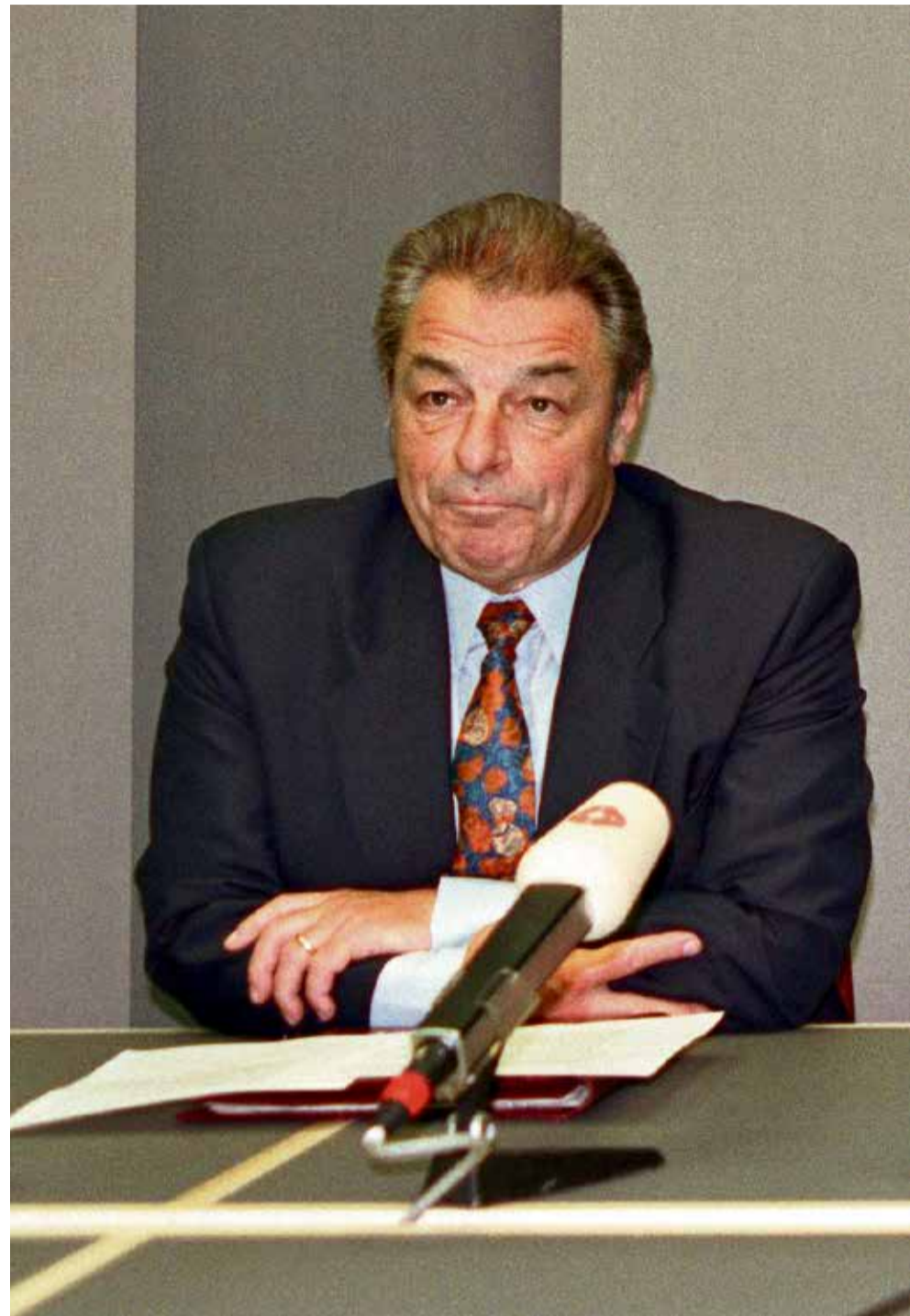
En déchirant l'accord-cadre de manière unilatérale, le Conseil fédéral a ouvert une période de glaciation avec l'UE, qui considère désormais la Suisse systématiquement comme un Etat tiers. Certes, le gouvernement tente depuis dix mois de renouer le dialogue avec l'UE en proposant une solution à ce qui s'apparente à des «bilatérales III», mais il n'a pas encore achevé la phase des entretiens exploratoires.

Deux pistes réalistes

Deux pistes paraissent désormais réalistes: la recherche d'un nouvel accord-cadre qui pourrait s'appeler «Swiss Deal», comme l'ont baptisé le président des vert'libéraux zurichois, Nicola Forster, et l'eurodéputé allemand Andreas Schwab dans un livre qui vient de sortir. Ou alors la relance du débat sur un EEE bis. Vendredi dernier, un sondage mandaté par le Mouvement européen suisse (MES) a révélé qu'une forte majorité de 71% était prête à l'envisager. «La Suisse doit négocier une solution globale avec l'UE. Or, l'EEE est devenu un modèle de référence pragmatique», affirme le président du MES, Eric Nussbaumer (PS/BL).

Sous la Coupole, les partisans d'une consolidation de la voie bilatérale dans l'optique du Conseil fédéral dominant, sur-

Les conseillers fédéraux Jean-Pascal Delamuraz, chargé de l'Economie, et René Felber, chef du Département des affaires étrangères, au soir du refus de l'adhésion à l'EEE. Tous deux étaient des chevilles ouvrières du projet d'adhésion. (BERNE, 6 DÉCEMBRE 1992/STR/KEYSTONE)



tout au centre droit. «Par respect du vote de 1992, on peut difficilement poser au peuple la même question qu'à l'époque. De plus, de nouvelles négociations pour une adhésion à l'EEE prendraient probablement plus de temps qu'une modernisation des accords bilatéraux», relève Laurent Wehrli. Christine Bülhliard-Marbach (Le Centre/FR) abonde dans ce sens. «Nous devons rester sur la voie bilatérale et espérer que le Conseil fédéral décidera prochainement d'un mandat de négociation pour cela», déclare-t-elle.

50,3%

C'est le pourcentage de non à l'Espace économique européen, lors de la votation populaire du 6 décembre 1992. Le refus d'adhérer à l'EEE s'est joué à quelque 24 000 voix d'écart seulement.

L'option de l'EEE est surtout soutenue par les vert'libéraux, qui ont déposé en juin 2021 un postulat accepté par le Conseil national. «En janvier dernier lors de notre assemblée générale, nous avons indiqué que nous soutenions aussi cette option à côté d'un nouvel accord-cadre», rappelle la cheffe de groupe Tiana Moser. «Nous avons parlé aux Norvégiens et ceux-ci nous disent qu'ils peuvent résoudre leurs différends juridiques avec l'UE lorsqu'ils en ont. Ils sont pris au sérieux à Bruxelles», conclut-elle. ■

«J'ai vu un risque intérieur pour la Suisse en plus du problème relationnel avec l'UE»

UE Rédacteur en chef du «Nouveau Quotidien» en 1992, pro-européen, Jacques Pilet raconte ses souvenirs du «dimanche noir» et ses convictions pour le futur

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE LUGON ZUGRAVU
@laurelugon

Le 6 décembre 1992, Jacques Pilet était rédacteur en chef du *Nouveau Quotidien*, qu'il avait fondé après avoir déjà créé *L'Hebdo*. Il livre ses souvenirs et son engagement dans un ouvrage paru aux Editions Alphil, *Journaliste. Le souffle de l'histoire*.

Racontez-nous votre dimanche noir... Ce fut un choc considérable, pour moi mais aussi pour l'écrasante majorité des Romands, puisque les trois-quarts souhaitaient l'adhésion à l'EEE et croyaient à une issue favorable. Ce qui m'a le plus inquiété, ce jour-là, c'était la coupure entre Romands et Alémaniques, à l'exception de Bâle et de la ville de Zurich. J'y ai vu un risque intérieur pour la Suisse, en plus du problème relationnel de notre pays avec l'UE. Dans les mois qui suivirent, j'ai été invité à plusieurs reprises à m'exprimer en Suisse alémanique pour assurer que le dialogue se poursuivrait, malgré l'amertume romande.

Pourtant, vous étiez virulent, et certains ont estimé que vous encouragez à la rupture,

notamment après le grounding de Swissair. N'avez-vous pas plutôt mis de l'huile sur le feu? Non, c'est une interprétation délirante. J'ai estimé que les Romands devaient s'affirmer, puisque leurs intérêts autour de Genève Aéroport étaient en jeu. J'ai continué à maintenir le dialogue tout en insistant sur les intérêts particuliers de notre région.

Ah bon? Outre-Sarine, on n'était pas tendre avec vous, jusqu'à inventer le terme de «Piletismus»! (Rires). Oui, le mot vient de mon ami Frank A. Meyer [alors à la direction de Ringier, ndlr] et on en riait! Ce néologisme décrivait mon attitude journalistique combative et engagée sur certains sujets.

Justement! Pourquoi fustigez-vous aujourd'hui le militantisme des journalistes pour certaines causes, alors que vous faisiez pareil?

On ne faisait pas du tout pareil! Durant cette période chaude autour de l'EEE, j'ai affronté en face-à-face Christoph Blocher à la télévision alémanique, par goût du dialogue contradictoire. C'était du débat et pas du catéchisme! Aujourd'hui, certaines convictions, qui peuvent être fondées, tournent au mantra à force d'être ressassées. Je m'inquiète d'un discours idéologique fermé, à la connotation quasi religieuse, diffusé dans les médias par une frange de journalistes qui répète ses convictions en écartant toute nuance, tout argument contraire.



(EDITIONS ALPHIL)

«Le préjudice immédiat est subi par la recherche, ce qui amènera la Suisse sur la voie de la marginalisation du point de vue de la connaissance»

Dans votre livre, vous êtes dur avec l'UE et Ursula von der Leyen en particulier. Vous soulignez l'unité de l'Europe face à la guerre, pour mieux déplorer qu'elle se soit laissée entraîner dans le sillage des Etats-Unis. Comment pouvez-vous rêver d'une adhésion à cette UE-là?

Je sais que l'adhésion n'est pas envisageable à moyen terme. Mais nous devons trouver un mode de voisinage clair, efficace, responsable, car nous faisons partie de ce continent. Selon un sondage, 71% des Suisses se déclarent favorables à relancer l'adhésion. C'est donc qu'il y a une aspiration à un accord institutionnel avec nos voisins. Quant à l'UE, elle est loin d'être parfaite mais garde tout son sens. Son fonctionnement est satisfaisant dans certains domaines, comme l'intégration des pays de l'Est, qui sont aujourd'hui dynamiques et sains. Il est vrai que je juge sévèrement Ursula Von der Leyen, qui a négocié massivement l'achat de vaccins et à qui je prête un possible conflit d'intérêts à cause de la proximité de son mari avec la pharma américaine qui a profité de crédits européens. Mais tout cela ne change pas la nature du projet européen.

Qui est, selon vous, le premier responsable de l'abandon de l'accord-cadre institutionnel: Ignazio Cassis ou la gauche syndicale (USS)? En premier lieu, le gouvernement, qui jette au panier des années de négociations sans aucune discussion avec le parlement et sans consulter le peuple. C'est une panne démocratique majeure. On ne peut pas escamoter la volonté populaire sur un point aussi fondamental: veut-on un accord de voisinage ou assumer le souverainisme? En lieu et place, on a mené des

conversations techniques et juridiques. Le seul parti à avoir tranché sur le fond et non sur les détails, c'est l'UDC, hostile par principe à tout accord-cadre. Il a été cohérent, reconnaissons-le. Le coup de poignard fatal a été porté par l'USS, pour qui la protection des salaires n'était pas garantie. En voulant protéger leurs intérêts, les syndicats ont contribué à marginaliser l'économie de notre pays. Mais il faut aussi dire que dans les partis bourgeois, il y avait un manque général de conviction envers cet accord. De l'apathie et de la procrastination.

A chaque fois, on prédit le pire pour l'économie, alors qu'elle s'en sort toujours. Cet argument est-il crédible? Nous sommes dans un processus d'érosion. Le préjudice immédiat est subi par la recherche, ce qui amènera la Suisse sur la voie de la marginalisation du point de vue de la connaissance. Or, celle-ci est le nerf de la guerre dans la compétition des nations et des puissances, aujourd'hui en pleine redistribution des cartes. Si les entreprises parviennent à surmonter les obstacles aux échanges commerciaux, c'est grâce à leur débrouillardise. Mais il y a déjà eu des délocalisations. Il faut donc une solution rapide du type EEE ou accord-cadre. A plus long terme et face aux nombreux défis, économiques, écologiques, politiques et stratégiques je suis favorable à une adhésion. ■